

Afrique et Moyen-Orient

Références

Présentation du MENA

- **Edward Saïd, L'Orientalisme**, (1975) : l'Occident s'est défini par rapport à l'Orient
- **Georges Corm, Le Proche Orient éclaté** : Carrefour géographique et humain aux frontières béantes ; le Moyen-Orient demeure une construction introuvable
- **Frédéric Encel** : Géopolitique de l'apocalypse
- **Georges Mutin, Géopolitique du monde arabe** : Zone la plus belligère du monde , Arc de crise
- **Philippe Lemarchand** : Croissant de crise

États, ethnies et territoires

- **Sylvie Brunel** : La colonisation a été l'acte fondateur des États africains
- **Mamadou Dia** (1er pdt du Sénégal, 1955) : il faut que la conception impérialiste de l'EN fasse place à la conception moderne d'État multinational
- **Julius Nyerere** (1er pdt de la Tanzanie) : Sans unité, les peuples d'Afrique n'ont pas de futur, sauf comme perpétuelles et faibles victimes de l'impérialisme et de l'exploitation.
- **Devise du Mozambique** : Un seul peuple, une seule nation, un seul parti. (1975)

Développement en Afrique

- **Gunnar Myrdal, Le drame de l'Asie** (1968) : économiste suédois, prix Nobel d'économie en 1973, en même temps que Hayek. Pessimiste sur le dev de l'Asie (manque de ressources, à l'écart des grands flux commerciaux) et au contraire optimiste pour celui de l'Afrique ≠ René Dumont, L'Afrique est mal partie, (1962) : manque de vivrier, faim, persistance des structures coloniale, tentatives maladroites, corruption, clientélisme
- **Samir Amin** : croissance sans développement (1970)
- **Jean-François Bayart** : Stratégies d'extraversion reposant sur la fabrication et la captation d'une véritable rente de la dépendance
- **Ragnar Nurkse** : Cercle vicieux de la pauvreté : la croissance démographique impose des investissements de peuplement , au détriment des invts productifs, d'où une faible croissance économique, d'où le recours à une forte natalité pour ↗ les revenus.

Afrique et Moyen-Orient

Références

- **Jean-Michel Severino et Olivier Ray**, Le temps de l'Afrique : la forte démographie change les conditions de croissance (densification du territoire, fenêtre d'opportunité démographique, modification des comportement avec l'urbanisation)
- **Stephen Smith, Négrologie, 2003** : ouvrage polémique d'un journaliste du Monde. Sous-titre: Pourquoi l'Afrique meurt ? Parce qu'elle se suicide . Le sous-dev ne doit plus se réduire à l'esclavage ou la colo mais par des facteurs africains (victimisation, corruption). L'Afrique dans la mondialisation reste au bord du monde
- **Roland Pourtier** : la mondialisation actuelle rebat les cartes
- **Rapport Mc Kinsey** : décollage économique de l'Afrique (2008)
- **Mahajan : article L'essor de l'Afrique** : comment 900 millions de consommateurs africains offrent plus que vous ne le pensez (2 types de classes moyennes)
- **Mitterand : discours de la Baule en 1990** (conditionne APD à la démocratisation) : La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté
- **Mo Ibrahim** : Si nous ne nous occupons pas de notre avenir, si nous ne nous assurons pas que la jeunesse africaine se voie offrir concrètement les opportunités nécessaires pour réaliser son potentiel, alors il est illusoire d'espérer développer notre continent
- **Pierre Janin** : L'accumulation est impossible parce que la redistribution est sans limite

Afrique et Moyen-Orient

Les voies de développement en Afrique

Dans les 60s, selon le rapport Pearson ou les analyses de Gunnar Myrdal (Le drame asiatique), l'Afrique s'en sortira mieux que l'Asie. Or 50 ans plus, ce sont les thèses de René Dumont (L'Afrique est mal partie) qui apparaissent prémonitoires

1) La décolonisation en Afrique et la naissance des États africains

1) La contestation de l'ordre colonial

- **Contestation de l'ordre colonial dès les 30s** car : crise économique, mutations des sociétés (pression démographique, imposition de l'ordre colonial), élargissement et radicalisation des mouvements nationalistes derrière des leaders occidentalisés et charismatiques (Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, Nkrumah au Ghana, Bourguiba en Tunisie)
- **Impact décisif de la 2^e GM** (détérioration de l'image de la métropole, des relations avec la métropole, promesses) et de l'après guerre (anticolonialisme des 2 Grands, ONU)
- **Mais oscillation des métropoles entre répression** (Sétif en 1945, Madagascar en 1947) et réformes (1946 : Union française et loi Lamine-Guèye)

2) L'émancipation politiques des colonies africaines

- D'abord émancipation de l'Afrique du N car contexte favorable (indépendance de la Libye en 1951), défaite française en Indochine en 1954, création de la Ligue Arabe et conférence de Bandung en 1955, crise de Suez en 1956) : **1956** : indépendance du Maroc et de la Tunisie (1954 : discours de Carthage de Mendès France), **1962** : indépendance de l'Algérie (1954&62 : guerre puis accords d'Évian)
- **Émancipation de l'Afrique subsaharienne** : 4 types d'indépendance :
 - o **Afrique occidentale** (1957-1960) : décolonisation pacifique après périodes de négociation (loi cadre Defferre en 1956)
 - o **Afrique australe et orientale britannique** : décolonisation plus hésitante car forte minorité de colons attachés à leur pouvoir économique et social
 - o **Colonies belges et portugaises** : décolonisation difficile
 - o **Indépendances tardives acquises contre des États africains** : Namibie (1990), Érythrée (1993), cas du Sahara Occidental

3) Les défis de l'indépendance

- **Créer une nation unie** : frontières (intangibilité déclarée par l'OUA en 1963) et identité nationale bien définies
 - **Assurer l'émancipation économique**

Afrique et Moyen-Orient

Les voies de développement en Afrique

II) 1960-1990, de l'espoir à la désillusion : l'échec des stratégies de dvpt menées par les États africains

1) Le choix d'un dvpt volontariste autour d'un État activiste

- **Diversité des voies de dvpt adoptées** : voies libérales (Maroc, CI, Gabon, Kenya, Nigeria, Zaïre), socialisme (Ghana, Tanzanie), socialisme marxiste (Guinée, Bénin, Algérie, Angola, Mozambique, Éthiopie)
- Mais le dvpt nationaliste se fait au détriment de la constitution d'ensembles régionaux plus vastes

2) Pour quels résultats ? Une Afrique en dvpt dans les 60s

- **Une croissance indéniable** (mais inégale) **jusqu'aux 70s** : 4,5% > croissance démographique
- Cependant, **dès le début des 70s, les limites du modèle de dvpt africain sont perceptibles** : échec du projet démocratique, échec du dvpt économique (échec des politiques d'industrialisation, déclin de l'État activiste, blocage des initiatives individuelles)
- Ainsi, le **modèle de dvpt africain contribue à la perpétuation du modèle d'économie de rente** : persistance de fortes contraintes extérieures (GF, présence française), obstacles structurels internes (faiblesse des marchés intérieurs et du commerce intrarégional, coût élevé des facteurs de production, climat des affaires peu propice, stratégies d'accumulation négligeant les investissements à long terme dans les activités productives)

3) Un dvpt qui bute sur les chocs pétroliers et la crise de la dette à partir des 70s

- **Décélération de la croissance à partir des 70s** : 4,5% → 2,5%
- **Effondrement du modèle « développementaliste » africain dans les 80s** : crise économique (la croissance tombe à 2% à cause de la crise de la dette et de la DTE), crise politique (multiplication des guerres civiles). L'Afrique devient donc un continent « ajusté (mais bilan contrasté)
- **La décennie 90 est une décennie de chaos et de marginalisation économique** : 1,5% du commerce mondial

Afrique et Moyen-Orient

Un exemple de voie de développement : la Côte d'Ivoire

I) Le choix d'un dvpt fondé sur les exportations agricoles, destinées à apporter les devises nécessaires au dvpt

- **3 grandes composantes ethniques** : N rattaché au monde sahélo-soudanais, islamisé (malinké, senoufo, dioula), centre et S-E rattachés à des sociétés étatiques (baoulé), S&O rattaché à des sociétés décentralisées, sans État (krou, bété)
- **En 1960, la CI est un pays sans ressources**, en retard de dvpt, mais dispose d'atouts qui expliquent son orientation vers l'agriculture d'exportation (milieu géographique, héritages de la colonisation)
- **La CI opte pour un dvpt mélangeant libéralisme** (insertion dans l'économie mondiale par le biais des exportations agricoles, ouverture aux investissements étrangers avec le Code des investissements en 1959) et intervention de l'État (sociétés publiques, Caistab pour l'agriculture)
- **Choix politiques assurant la stabilité du pays** : parti unique (PDCI), syndicat unique, régime répressif et clientéliste.

II) Les années d'expansion économique : le miracle ivoirien

- **Forte croissance portée par les exportations agricoles** : croissance de l'agriculture = 7&8% dans les 70s. 1er producteur de cacao (45%), 5e producteur de café et de bois. Diversification des cultures avec une volonté de construire une économie plus solide : plan palmier en 1960, programmes de mise en valeur du N (dvpt de la culture du coton, de la canne à sucre, du soja) dans les années 70
- **Les recettes d'exportation sont mises au service de l'équipement en infrastructures et de l'industrialisation** : priorité à l'industrialisation (ISI) dans les 60s pour satisfaire la consommation intérieure (croissance industrielle = 15%), vigoureuse politique d'aménagement du territoire notamment en direction du N, autosuffisance en pétrole suite à la découverte de gisements de pétrole dans les 80s, tourisme
- **Des résultats dans les 80s qui restent supérieurs au reste de l'Afrique subsaharienne** : PIB/hab x5 malgré l'explosion démographique, dvpt social (taux de scolarisation = 10% → 64% ; espérance de vie = 33 → 57), grandes réalisations architecturales (à Abidjan et à Yamoussoukro), renforcement du statut de pôle régional

III) Mais un miracle qui se brise dans les 80s

- **Des limites du dvpt ivoirien perceptibles dès les 70s** : sous-développement persistant notamment en matière sanitaire, "inégalités sociales et territoriales, l'économie de plantation ne préserve pas les ressources, conflits fonciers, gaspillages des richesses (« cimetière des éléphants blancs », clientélisme)
- **Un modèle qui s'effondre à partir du milieu des 80s** : crise économique typique d'une économie de rente (forte DTE : fortes pressions américaine en faveur de la libéralisation, apparition de nouveaux concurrents). Réaction inappropriée du gouvernement (« guerre du cacao » entre 1987 et 1989) et contexte géopolitique défavorable (perte du caractère stratégique avec la fin de la GF et donc du soutien de la France, qui fait pression sur la CI pour qu'elle accepte le PAS du FMI)

- **La CI connaît une véritable « descente aux enfers » à partir de la fin des 90s :**

o Instabilité politique après la mort de Félix Houphouët&Boigny en 1993 : coup d'État contre Henri Konan Bédié en 1999, élection de Laurent Gbagbo en 2001, nouvelle tentative de coup d'État en 2002 qui provoque la séparation de la CI en 2 et le début d'une guerre civile, émeutes anti&françaises en 2004 à Abidjan

Afrique et Moyen-Orient

Maghreb Machrek : l'unité impossible ?

Grand Moyen-Orient : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Turquie, Syrie, Jordanie, Liban, Israël, Irak, Iran, Afghanistan, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen + éventuellement Mauritanie, Soudan et Somalie (pour des raisons religieuses). 650m d'hab

1) Une identité complexe, entre unité et diversité

Georges Corm : carrefour géographique et humain

1) Une longue histoire commune

- Remonte à l'Hégire (622) et à la conquête arabe, se poursuit sous les califats arabes (les Omeyyades de 661 à 750 puis les Abbassides de 750 à 1258). Chute des Abbassides à cause des invasions mongoles et domination politique et religieuse des Ottomans jusqu'au début du 20e

2) L'arabité : une identité culturelle non exclusive

- Arabité = identité de l'ethnie arabe, en provenance de la péninsule dite arabique et ayant conquis la région après l'Hégire. Éléments de l'arabité : la langue arabe, l'islam (Coran rédigé, commenté, psalmodié en arabe)

- Mais les Arabes, certes majoritaires, ne sont pas la seule ethnie présente dans la région : **Berbères** (20m) : population originelle du Maghreb (38% de la population marocaine, 20% de la population algérienne). Tensions entre les États et les Berbères, qui revendiquent la reconnaissance de leur culture : émeutes de Tizi&Ouzou (Algérie) en 1980, la constitution de 1996 reconnaît le berbère, qui devient langue nationale en 2002 / **Turcs** (60m en Turquie, 35&40m en Asie centrale, 4&5m au MO) : peuple nomade qui s'est établie en Anatolie (11e) / **Kurdes** (30m). Pas d'État propre, donc une situation qui a dégénéré : guérilla du PKK dans le Kurdistan turc entre 1984 et 1999, région autonome du Kurdistan irakien reconnue en 2005 / **Iraniens** (40m en Iran) : cf. fiche sur l'Iran / **Hébreux ou Juifs** (5m en Israël ; / \ il existe des Israéliens non hébreux, notamment des Arabes musulmans)

3) L'islam : une religion dominante mais profondément divisée

- **80% de musulmans dans la région**

- o **Sunnites (300m)** : orthodoxes, estiment que le calife doit être l'homme le plus apte à poursuivre l'œuvre du prophète, quitte à ne pas être de sa famille. Divisions internes : école malékite (Afrique), école hanafite (Inde, Pakistan, Chine, Turquie), école chaféiste (Inde et Asie du SE), école hanbaliste (péninsule arabique, a donné naissance au wahhabisme), courant salafiste

- o **Chiites** : hétérodoxes, estiment que le calife doit être un descendant du prophète Ali (gendre et fils adoptif de Mahomet). Divisions internes à propos du nombre d'imams reconnus : duodécimains (Irak, Liban ; 12), zaydites (Yémen ; 5), ismaéliens (Pakistan ; 7), Alaouites (détachés du chiisme au 9e ; Syrie), kharidjites

- o **Sectes syncrétiques** : Druzes (Liban, Syrie ; nés d'un schisme avec les chiites, mêlant islam, manichéisme et christianisme), Yézidis (Irak, parlant kurde, empruntant le baptême aux chrétiens et les règles alimentaires aux juifs), bahaïsme (Iran)

- **Autres communautés religieuses** : minorités chrétiennes arabisées (10m, 13 églises différentes : maronites catholiques au Liban, grecs orthodoxes en Turquie, coptes en Égypte...), communautés juives

Afrique et Moyen-Orient

Maghreb Machrek : l'unité impossible ?

II) L'unité : un rêve impossible ?

1) L'arabisme : les illusions perdues

- Les racines intellectuelles de l'arabisme remontent au 19e avec le mouvement de la Nahda, né en Égypte : Méhémet Ali envoie des intellectuels étudier la modernité européenne
- L'arabisme se développe comme mouvement politique entre les 2 GMs :
 - o 20s : fortes aspirations au panarabisme. 2 tentatives : Hussein (chérif de la Mecque), pour qui l'unité doit se faire à travers la religion, et Faysal (fils du premier, roi de Syrie puis d'Irak), pour qui l'unité doit se faire à travers la langue
 - o 30s : mise en sommeil relative. Création par l'émir druze Shakib Arslan de la revue La nation arabe en 1930 et soutient les indépendantistes maghrébins (Messali Hadj en Algérie). Fondation du premier parti politique panarabe l'Istiqlal au Maroc
 - o 40s : puissante résurgence. La gauche arabe redonne vigueur au mouvement panarabe avec la fondation du parti Baath en Syrie en 1943 par Aflak et Bitar. La Ligue des États Arabes (LEA), créée en 1945 à l'initiative de l'Égypte, cherche à incarner le panarabisme. Le nationalisme panarabe est réveillé par la création d'Israël en 1948.
- Le mouvement panarabe échoue pourtant dans les 60s-80s. Parallèlement au mouvement baathiste, panarabisme incarné par Nasser. Rencontre entre les 2 courants = République Arabe Unie (RAU : Égypte + Syrie) entre 1958 et 1961. Puis de nombreux échecs : RAU, division entre les baathistes syriens (radicalisés suite à un coup d'État) et irakiens lors de leur accession au pouvoir en 1965, tentative vaine de Kadhafi de reprendre le flambeau du panarabisme après la mort de Nasser en 1970

2) La genèse de l'islamisme

Islamique (en lien avec l'islam, la religion islamique) ≠ Islamiste (en lien avec l'islamisme, mouvement politique radical dont le but est l'établissement d'un État islamique par opposition à l'État moderne occidental considéré comme antireligieux)

- 2 radicalismes religieux à l'origine des mouvements islamistes : wahhabisme (Arabie Saoudite) et chiisme révolutionnaire (Iran de Khomeiny)
- Apparition des premiers partis islamistes au début du 20e : Ligue musulmane indienne (1906), Union mohamadane (Turquie, 1909), Frères Musulmans (Égypte, 1928)

Afrique et Moyen-Orient

Maghreb Machrek : l'unité impossible ?

3) Sur les décombres de l'arabisme, une percée de l'islamisme radical

- **Développement de l'islamisme au sein de populations frustrées et déçues** : échec du nassérisme, stratégies de développement ne profitant qu'à un petit nombre, déstructuration des sociétés (croissance démographique, explosion urbaine), succès d'Israël. C'est en Iran que l'islamisme s'installe pour la 1ère fois au pouvoir (cf. fiche sur l'Iran)
- **Percée inquiétante de l'islamisme radical à partir des 80s** :
 - o **Par le haut** : réintroduction de la Charia par certains États (Égypte, Turquie, Algérie → code de la famille algérien de 1984), émergence d'organisations internationales à des fins missionnaires, éducatives, sociales et politiques, comme Organisation de la Conférence Islamique (OCI, 1969)
 - o **Par le bas** : réislamisation des populations initiée pas des associations islamistes (confréries en Égypte, groupes financés par l'Arabie Saoudite)
- **Développement dangereux du terrorisme islamiste dans l'ombre d'Al-Qaida**, dont l'objectif est de détruire l'Occident

III) Une grave instabilité : « l'arc de crises »

George Mutin : « zone la plus belligène du monde »

1) Une forte instabilité au temps de la Guerre Froide

- **1948-67** : montée en puissance de l'influence soviétique : développement de partis communistes locaux (parti Toudeh en Iran, Parti populaire syrien, Parti socialiste libanais), soutien aux nationalistes arabes (Nasser, mouvements armés palestiniens comme le FPLP ou le FDLP). 2 pays passent sous l'orbite soviétique : Yémen du Sud en 1967 et Afghanistan en 1978
- **1967** : guerre des Six Jours = rupture historique majeure : recul de l'influence soviétique et montée en puissance de l'Arabie Saoudite et de l'Iran. Mais l'instabilité régionale " : certains pays lancent des programmes d'armes de destruction massive en réponse à l'armement d'Israël aidé par les Américains, les accords de Camp David signés en 1978 entre l'Égypte et Israël déclenchent la fureur des autres pays arabes et des Frères Musulmans égyptiens (à l'origine de l'assassinat de Sadate en 1981 ?)
- Les derniers grands affrontements de GF embrasent de nouveau la région : prise d'otage de Téhéran (1979-80), invasion soviétique de l'Afghanistan (1979), guerre Iran/Irak (1980-88), guerre civile libanaise (1975-90 ; cf. fiche sur la Liban), 1ère Intifada (1987-93),

2) Des espoirs de stabilisation rapidement déçus dans les 90s

- **Première guerre du Golfe (1990=-1)** : invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein. Réponse occidentale : libération du Koweït, encouragement à la révolte kurde dans le nord de l'Irak, embargo

Afrique et Moyen-Orient

Maghreb Machrek : l'unité impossible ?

- **Guerre civile algérienne** (90s). Élément déclencheur : annulation des élections de 1991 suite à la percée du Front Islamique du Salut (FIS) qui prône la mise en place d'une république islamique. Différents groupes de guérilla islamiste (Mouvement Islamique Armé, Groupe Islamique Armé) entament une lutte armée contre le gouvernement. 1995 : le général Lamine Zeroual arrive au pouvoir mais la guerre civile se poursuit. 1999 : démission de Zeroual, remplacé par Abdelaziz Bouteflika, soutenu par les militaires. violence
- **Paix introuvable en Israël, malgré le processus d'Oslo** (1993-95). 2000 : débuts de la 2e Intifada, montée du terrorisme

3) Dans les 2000s, la zone plonge à nouveau dans une spirale de violences

- **Guerre en Irak** (à partir de 2003)
- **Reprise des troubles au Liban** : cf.fiche sur le Liban
- **Processus de paix israélo-palestinienne qui patine** : offensive israélienne à Gaza pour détruire les équipements militaires du Hamas (2008-2009) qui tire des roquettes sur Israël → « guerre de Gaza »
- Menace de l'Iran d'Ahmadinejad qui relance le programme nucléaire

Conclusion

Le Maghreb-Machrek doit son unité à son statut de « marge » (en marge des continents européens et asiatiques, en marge des grands blocs géopolitiques qui se constituent après guerre, en marge du développement). Mais c'est une marge stratégique, ce qui explique qu'il soit un enjeu.

Plus que jamais, le Moyen-Orient demeure une « construction introuvable » (Georges Corm)

Afrique et Moyen-Orient

Le conflit israélo-arabe dans la géopolitique régionale et mondiale depuis 1948

Si le processus de paix israélo-arabe a soulevé de grands espoirs dans les 90s avec les accords d'Oslo, il apparaît au contraire dans les 2000s au point mort

→ Qu'est ce qui a pu transformer ce conflit géopolitique très localisé en un « engrenage infernal » (Henry Laurens) aux conséquences régionales et mondiales ?

1) Les racines du conflit israélo-arabe

1) La Palestine, une terre revendiquée par deux peuples

- **Juifs** : Palestine = ancienne région de Judée-Samarie, rebaptisée par les Romains qui voulaient désamorcer le sentiment d'identité des Juifs. Royaume d'Israël au nord et de Juda au sud (capitale = Jérusalem)
- **Arabes** : prise de Jérusalem par le calife Omar en 638 lors de la conquête arabe. Sentiment national naît vers 1920 en réaction au sionisme (né lui-même en réaction à l'antisémitisme croissant en Europe et dont le père est Théodore Herzl) à l'époque du mandat britannique

2) De la déclaration Balfour à la création d'Israël, un conflit larvé

- **1917** : déclaration de Lord Balfour (ministre des Affaires étrangères britanniques) qui promet un « foyer national pour le peuple juif ». Or double jeu des Anglais : remise en cause des accords secrets Sykes-Picot (signés avec la France en 1916) en espérant contrôler tout le Proche Orient + soutien du nationalisme arabe en soutenant la révolte de l'émir Fayçal contre les Ottomans
- **Avec l'arrivée d'Hitler, de plus en plus de Juifs émigrent en Palestine** (400 000 en 1936 → 560 000 en 1945). De plus, David Ben Gourion (chef de l'Agence juive) défend la création d'un futur État juif. D'où la révolte des Palestiniens (1936&1939) durement réprimée par le RU. Or à cette même période : guerre civile entre les partisans du mufti de Jérusalem (nommé par les Britanniques) et ses opposants
- **Les Britanniques sont vite dépassés par l'ampleur de l'immigration juive et du terrorisme juif** (extrémistes du groupe Stern et paramilitaires de l'Irgoun qui veulent le départ du RU sans condition), ils passent la main à l'ONU en 1947, dont le plan de partage divise la Palestine en 3.
- **14 mai 1948** : Ben Gourion proclame la création de l'État d'Israël

3) À la création d'Israël (1948), un conflit désormais ouvert et instrumentalisé par les deux Grands

- **15 mai 1948** : 1ère guerre israélo-arabe car les Palestiniens arabes et les États de la Ligue arabe jugent irrecevable un plan qui aboutit à une perte de territoires (55% donnés à 30% de la pop) et d'identité (4000 Palestiniens dans l'État juif, Jérusalem = ville internationale). Victoire inattendue et spectaculaire d'Israël face aux armées conjointes de la Transjordanie, l'Irak, l'Égypte, la Syrie et les volontaires de la Ligue arabe, qui permet l'agrandissement du territoire israélien. Se pose la question du sort des Palestiniens, dont les 2/3 émigrent
- **Création de groupes politiques en lutte contre Israël** : le Fatah au Koweït (1959, homme fort = Yasser Arafat), l'OLP à Jérusalem-Est (1964)

Afrique et Moyen-Orient

Le conflit israélo-arabe dans la géopolitique régionale et mondiale depuis 1948

- **1948-1967** : montée en puissance de l'influence soviétique dans la région. Dans un 1er temps, l'URSS soutient Israël avant de s'en détourner dans les 50s pour soutenir les nationalismes arabes (→ crise de Suez en 1956). Israël se tourne donc vers les puissances occidentales

II) Un conflit émaillé de nombreuses guerres, des 50s aux 80s

1) La guerre des Six jours (1967)

- **Causes** : attitude belliqueuse de Nasser, s'allie à la Syrie et à la Jordanie qui ferme le golfe d'Akaba
- **5-10 juin** : offensive préventive israélienne et victoire écrasante
- **Conséquences** :

o Annexion du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie, de Jérusalem, du plateau du Golan, contrôle du canal de Suez

o Consolidation de la special relationship avec les USA car victoire sur 2 alliés de l'URSS

o **Processus de paix** : « 3 non » des États vaincus en sept 1967 (non à la paix avec Israël, non aux négociations, non à la reconnaissance de l'État hébreu), résolution 242 de l'ONU en déc 1967 (Israël doit abandonner les territoires occupés ; mais refus)

o **Mouvement palestinien** : émancipation de ses tuteurs arabes (guerre Jordanie/Palestiniens en 1970), réorganisation de l'OLP (Arafat à sa tête en 1968), émergence d'un terrorisme palestinien (Front Populaire de Libération de Georges Habache qui détourne 3 avions en 1970 et massacre les athlètes israéliens aux JO de Munich de 1972)

2) La guerre du Kippour (1973)

- **6 octobre 1973** : attaque surprise de l'Égypte et de la Syrie. Contre-offensive dévastatrice qui nécessite une intervention des 2 Grands pour établir un statu quo. Les États arabes quadruplent le prix du pétrole pour faire pression sur les Occidentaux
- **Processus de paix** : OLP reconnue comme seul représentant des Palestiniens lors du sommet de Rabat en 1974, accords de Camp David entre l'Égypte (Sadate) et Israël (Begin) en septembre 1978

3) La guerre civile au Liban (1975=1990) cf. fiche sur le Liban

III) Un feu qui couve toujours, depuis les 80s

1) Les tensions des 80s jusqu'à la guerre du Golfe (1991)

- **Guerre Iran/Irak** (1980-1988) : violente propagande anti-israélienne de la part de l'Iran
- **Guerre civile au Liban** : Amine Gemayel ordonne l'évacuation de toutes les forces d'occupation en sept 1982 (= quasi-défaite diplomatique pour Israël), massacres de Sabra et Chatila en sept 1982 par des phalangistes sous le regard impassible des Israéliens (=> division de l'opinion publique israélienne)

- **Guerre du Golfe** (janv-fév 1991) : Saddam Hussein tente de bombarder Israël, qui n'intervient et peut donc ouvrir des négociations secrètes avec l'OLP, d'autant plus qu'il est dans le climat de l'Intifada (1987)

Afrique et Moyen-Orient

Le conflit israélo-arabe dans la géopolitique régionale et mondiale depuis 1948

2) Le processus de paix de 1993 à 2000 : un immense espoir

- **1991** : les USA réunissent tous les protagonistes du conflit à Madrid, tandis que parallèlement se tiennent en Norvège des négociations secrètes sur le thème de la création d'une Autorité palestinienne
- **Processus d'Oslo** (= accords de Washington en 1993, Oslo I en 1994 au Caire, Oslo II en 1995 à Washington) : Israël reconnaît l'OLP comme interlocuteur, l'OLP reconnaît l'existence de l'État d'Israël, les Palestiniens disposeront d'un territoire autonome (bande de Gaza + Cisjordanie) et l'OLP est alors dépossédée de sa représentativité au profit de l'Autorité Palestinienne
- Mais **un processus qui reste fragile : processus désavoué par les extrémistes palestiniens** et l'extrême-droite religieuse israélienne (assassinat de Rabin en nov 1995), le retour de la droite israélienne au pouvoir relance la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Ouest

3) L'espoir déçu et le retour des troubles depuis le début des 2000s

- **2000** : relance du processus de paix par Clinton, mais échec de Camp David II, avec seconde Intifada accompagnée d'attentats suicides de Palestiniens (2003) et d'attentats très meurtriers du Hamas et des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa

Israël : Escalade avec arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon (2001&2006) : meurtres de leaders palestiniens (cheikh Yassine en 2004), destruction de quartiers entier, construction d'un mur de séparation (Gaza). Or revirement en 2005 : Sharon ordonne la destruction des 21 colonies juives et retire toutes les troupes israéliennes de la bande de Gaza, avant d'être victime d'un AVC en 2006 (il est toujours dans le coma). 2006-2009 : Ehoud Olmert, successeur de Sharon à la tête de son nouveau parti (Kadima). Depuis 2009 : Benjamin Netanyahu (Likoud) poursuit une politique plus dure

Palestine : 2004 : mort de Yasser Arafat. Mahmoud Abbas (Fatah) à la tête de l'Autorité palestinienne 2006 : victoire du Hamas aux élections législatives contre le Fatah. Juin 2007 : guerre civile Hamas/Fatah, au terme de laquelle le Hamas prend le contrôle de Gaza. Le gouvernement de Abbas s'exile en Cisjordanie (négociations plus difficiles qu'avant car l'Occident ne reconnaît que Mahmoud Abbas). La population des territoires occupés, privée de l'aide internationale depuis la victoire du Hamas, s'appauvrit

- **2000** : Bush propose sa « feuille de route », qui prévoit la reconstruction des territoires palestiniens et à terme la proclamation d'un État palestinien
- **2007** : processus d'Anapolis initié par les USA, qui propose à Israël une normalisation de ses relations avec les pays arabes en échange de la reconnaissance d'un État palestinien. Or le processus a piétiné
- **2009** : Obama exerce des pressions sur Tel Aviv afin que la colonisation sous suspendu pour un an

Conclusion

Comme l'avait dit Ben Gourion dans les 30s, la force du sionisme a été de transformé le « problème juif » en « question arabe ». Les Arabes se sont ainsi dressés contre Israël pour chercher à s'unir, en instrumentalisant volontiers le sort des Palestiniens. De leur côté, les mouvements palestiniens, notamment sous la houlette de Yasser Arafat, ont su réintroduire la « question palestinienne » au cœur des enjeux régionaux et mondiaux liés aux conflits israélo-arabes. Finalement, l'engrenage infernal de ce conflit réside dans le fait que les conditions de l'existence de l'un sous tend la négation (voire la destruction) de l'autre (Henry Laurens). Avec des répercussions sur toute la géopolitique mondiale.

Afrique et Moyen-Orient

Les matières premières, chance ou malédiction pour l'Afrique ?

I) Les MP, principale source de richesse dans de nombreux pays africains, sont considérées comme levier de dvpt

1) Un continent pourvoyeur de MP

- **90% des exportations de l'Afrique Subsaharienne sont des produits primaires** (1/2 agricoles, 1/2 minerais extraits)
- **Produits agricoles** : cacao (CI 1er, Ghana 2e), oléagineux (huile d'arachide), coton (Mali), hévéa (1ère plantation mondiale Liberia)
- **Minerais** : aurifère (AfS 1er), diamants (1/2 prod), manganèse (gisement Moanda Gabon, 30% réserves mondiales), uranium (Niger 3e), bauxite (Guinée 2e assure 40% commercialisé), cuivre et cobalt (Zambie), coltan (Kivu +70% réserves)
- **Hydrocarbures** : production, permet aux pays développés de diversifier l'approvisionnement. 2 grandes zones de production : Sahara (1/2 réserves africaines), Golfe de Guinée (de l'Angola au Ghana depuis 2010)

2) Des MP devenues base du dvpt après l'indépendance

- **Un contexte favorable** : infrastructures coloniales (ports), Afrique paraît « bien partie », forte demande après 45 ans les 30G
- **Le choix de stratégies de développement** fondées sur les ressources naturelles, avec en arrière plan l'idéal d'ISI :
 - o **Agriculture** : « Caistab » de la Côte d'Ivoire (liquidée en 1999), caisse de stabilisation et de soutien agricole, fixe prix dans les campagnes, délivre licence d'exportation, engrange plus-values quand cours, redistribue quand cours
 - o **Minerais** : pétrole participation capital avec FMN en Af Subsaharienne ≠ nationalisations au Nord (→ Sonatrach en Algérie, 1ère entreprise africaine pour le C.A, contrôle toute la chaîne de production)

II) Pourtant, des MP qui semblent avoir été une malédiction et le symbole d'un mal dvpt

1). L'Afrique n'a jamais été en mesure de contrôler les marchés

- Des pays développés qui outre le fait de contrôler les marchés sont des concurrents dangereux :
 - Cacao et Côte d'Ivoire** : devient 1ère dans les 70's (et le reste avec 40% prod mondiale), pense pouvoir exercer une pression sur le marché mondial, DTE et cours 1987 « guerre du cacao » = stockage volontaire les PD peuvent se passer de quelques années de prod + manque solidarité TM 27 mois plus tard crise éco et pol de la Côte d'Ivoire PAS du FMI
 - Coton et Afrique Subsaharienne** : groupe des Cotton Four (C4) avec Mali, Burkina Faso, Bénin et Tchad), 20m personnes en vivent. Mais prix s'effondrent de moitié entre 2005 et 2008 : causes exogènes = fibres synthétiques, Pays du Nord grands producteurs avec subvention, cf Orsenna (USA 1er exportateur) ; causes endogènes = mauvaise gestion des compagnies publiques
- Même le pétrole est source de désillusions : dans le Golfe de Guinée, 90% prod pétrole exportée, ce qui traduit une faible consommation intérieure, le pétrole est exporté à l'état brut (moins de 10% pétrole traité dans pays ≠ Algérie), clientélisme

Afrique et Moyen-Orient

Les matières premières, chance ou malédiction pour l'Afrique ?

2). Des MP à la source de nombreux déséquilibres

- **Déséquilibres géographiques** : renforcement littoraux, enclaves de développement (→ Nokosso au Congo, où navires chargent directement pétrole off shore depuis plateforme, production totalement désolidarisée du continent), décisions politiques de privilèges régionaux (Khadafi privilégie Tripolitaine au détriment Cyrénaïque, qui sera foyer révolution ; Nigeria N/S)
- **Déséquilibres sociaux** : déstructuration des sociétés, avec phénomène d'accaparement d'une ethnie ou d'un parti (→ Nigeria : généraux confisquent rente pétrolière au profit du nord avec urbanisme de prestige)
- **Déséquilibres écologiques** : le Nigeria. Particularité : les grande partie des gisements se trouvent dans les terres. Essor de la contestation avec le MOSOP et le MEND

3). Des MP sources de tensions et de conflits géopolitiques

- **Présence de ressources risques de conflits de plusieurs manières** : financement rebelles, " corruption, favorise tentations séparatistes (Biafra, Cabinda), suscite convoitises des puissances extérieures. Ex Darfour : à toutes les échelles.
- **A l'échelle N/S** : FMN, Chine et Afrique
- **Entre pays africains** : RDC est une proie intéressante pour des pays pauvre (→ Kivu)
- **Au sein des pays** : népotisme, eaux du delta du Niger très dangereuses (piraterie, mvts exigeant meilleure rente), entretient guerres internes (Angola : chaque faction utilisent MP comme ressource de financement inépuisable, blood diamonds)

III) Des mat 1ères qui demeurent pourtant essentielles pour le dvpt de l'Afrique

Un contexte favorable à l'économie des MP

- **En raison de la demande extérieure** : Etats-Unis (diversifier = veulent porter pétrole africain à 25 %, zone d'extraction à l'abri d'instabilité politiques du MO), Chine, pays du Golfe et CdS (achat de terres dans contexte de flambée prix agricole en 2008)
- **En raison d'un début d'organisation des pays du Sud** : fin 2013, pays riches doivent avoir éliminé subventions à l'export. Une exploitation des MP qui s'inscrit de plus en plus dans une logique de dvpt durable, de bonne gouvernance
- **Le développement durable** : l'Afrique a les pires résultats dans ce domaine. Volonté FMN de redorer leur image (→ CNPC qui développe Soudan depuis 2009 un système de traitement eaux usées)

Afrique et Moyen-Orient

Les matières premières, chance ou malédiction pour l'Afrique ?

Le Tchad : s'affranchir des contre-modèles nigérian et angolais, fait appel BM. 1999 : Parlement tchadien vote une loi règlementant utilisation revenus pétroliers : 10% épargnés pr génération futures, 70% pr dépenses prioritaires à l'Etat comme éducat°, eau, santé, environnemT, 20% restant dépenses ordinaire. Pb : 2005 fonds pr génération futur supprimé, nouveau secteur prioritaire = armes

- **Bonne gouvernance** :

- o **Exemple du diamant** : créat° certificat de Kimberley depuis 2000 sur la traçabilité des diamants
- o **Exemple du coltan** : ONU évoque « embargo moral » sur le Congo, FMN occidentales privilégient Australie
- L'Afrique joue aussi la carte du dvpt durable et bonne gouvernance pour obtenir une augmentation de l'aide

La question des MP demeure un enjeu du dvpt en Afrique

- L'agriculture, importante pour le développement : Gabon fait du bois un élément important de l'après pétrole, café Rwandais
- Le pétrole demeure le principal moteur de transformation : Lybie construit grande rivière artificielle, pop s'enrichit, aciéries
- **Comment éviter une nouvelle colonisation ?**
 - o **Terres** : 30 m d'hectares cédés en 2009 (≈ surface agricole française) : effet d'entraînemT sur paysans ? juridiction ?
 - o **Uranium** : AREVA 1er employeur privé du Niger, 50% de l'uranium français
 - o **Nouvelle colonisat° suscite des rejets** : coup d'Etat à Madagascar en 2009 après cession à Daewoo de 1,3m d'hectares

Conclusion

Théorie malédiction des MP est justifiable, semble s'imposer depuis quelques décennies. Mais il ne faut pas négliger leur capacité de développement : les États africains ont aussi leur part de responsabilité (RDC exemple type). Certains suggèrent de s'inspirer du « miracle européen » de la CECA et à considérer les ressources minérales comme partagées, dans le cadre d'une coopération industrielle qui créerait une « solidarité de fait ». Coopération avec Europe, débouchés pour ses sidérurgistes en difficulté et contrepartie dynamique des infrastructures de base qui manquent à l'Afrique. Idée développée par Apoli Bertrand Kameni dans un article du Huffington Post en 2013.

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique et la mondialisation

Discours fréquent de la marginalisation, déconnexion de l'Afrique, surtout par rapport à l'Asie. Nourrit un discours afro-pessimiste, voire antimondialiste ; or aujourd'hui l'Afrique est de nouveau convoitée pour ses ressources, montre qu'elle peut intégrer la modernité. L'Afrique peut-elle ainsi rompre avec la dépendance, et promouvoir un développement qui lui donnerait une plus grande autonomie, en échappant à une logique rentière ?

1) L'Afrique a derrière elle une longue histoire d'extraversion mais qui a toujours engendré des rapports contradictoires avec l'extérieur

1) L'Afrique n'a cessé d'échanger avec l'Asie et surtout l'Europe

- **Des échanges anciens relient l'Afrique au reste du monde:** Trafic d'esclaves, d'ivoire, d'or avec les Arabes, puis Européens, avec le commerce triangulaire (XVe-XVIIIe)
- **La colonisation**, un élément fondateur de la spécialisation de l'Afrique dans le commerce mondial: Drainage des richesses par les Européens, « économie de traite », DIT coloniale, explique l'extraversion après les indépendances (CI), liens privilégiés avec la métropole.
- **L'Afrique a ainsi été un « laboratoire de modernité »** : économique (monnaie, infrastructures), sociale (villes, écoles), culturelle (élites), politique (EN, institutions).

2) Cependant cette intégration forcée de l'Afrique a surtout été vécue comme un traumatisme

- **Le poids de l'esclavage** : Drame humain, effets destructeurs (sous-peuplement, déstructuration), opposition entre peuples esclavagistes et peuples victimes, au sein d'un même pays.
- **Le choc de la colonisation:** Choc démographique (stagnation), spécialisation appauvrissante, cultures commerciales, image dévalorisante des Africains (inférieurs, culture et histoire niées)
- **Une insertion dans l'éco mondiale qui a pu être instrumentalisée par les États et acteurs africains:** Groupes sociaux bénéficiaires, se sont enrichis, prennent le pouvoir à l'indépendance. Rente de la GF avec aide en échange de la fidélité politique, profitent de l'intérêt stratégique pour les ressources aujourd'hui (not Chine)

3) La mondialisation contemporaine est apparue dans les années 80=90 comme un troisième traumatisme, nourrissant beaucoup de désillusions en Afrique

- **L'ouverture a soumis les économies d'Afrique subsaharienne à de nombreux chocs externes:** Pays non-producteurs de pétrole souffrent des CP, crise de la dette amplifiée par la hausse des taux d'intérêt américains (70's), DTE.
 - **La mondialisation est souvent analysée par les pays africains comme un néocolonialisme** : Position clé des sociétés étrangères, surtout avec les privatisations, législations avantageuses contre aides. Impression de traitement inégal, ouverture forcée alors que protectionnisme ailleurs, perte de souveraineté (PAS). Effets pervers des investissements étrangers (conditions de travail, logique d'enclave)

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique et la mondialisation

- La mondialisation est rejetée car apparaît comme un facteur de mal-développement: Pas d'amélioration des conditions de vie, inégalités croissantes, enfermement dans une logique de rente avec les MP (« syndrome hollandais »), peu de redistribution (Guinée Équatoriale, pétrole : 1er PIB/hab du continent, 136e IDH mondial). Effets ambigus des aides not alimentaires. Contestation de la mondialisation, altermondialisme (Nairobi 07, Dakar 11)

II) L'Afrique est restée ainsi « au bord du monde » (S. Smith), participe peu à la dynamique du capitalisme mondial

1) Un continent qui reste à l'écart de la modernisation

- **Un continent qui participe peu aux flux qui caractérisent la mondialisation:** 3,4% des exportations mondiales, en régression depuis les 90's (9%), 5% des touristes mondiaux.
- **Une spécialisation peu performante de l'Afrique dans le commerce mondial:** Ne sort pas de la DIT coloniale, exportations de produits primaires. Perte de compétitivité : DTE, concurrence de l'AL et Asie, malgré les aides (Lomé, Cotonou, « Tout sauf les armes » ; AGOA)
- Une Afrique abandonnée par les grandes puissances après la GF: APD diminue dans les 90's, baisse de 45%.

2) L'insertion de l'Afrique dans la mondialisation se fait sous le signe de la dépendance

- **La dépendance commerciale:** Par rapport aux pays et marchés développés, essentiel des débouchés mais peu de sécurité, exportations peu stratégiques, protectionnisme, contrôle des marchés de cotation et des prix par les PD.
- **La dépendance financière:** Faible capacité d'épargne, faible accumulation de capital, fort secteur public. Besoin de l'APD (80% des dépenses publiques au Mali), endettement (20% du PIB), 40% des aides repartent vers les PD.
- **La dépendance technologique:** Faible niveau d'industrialisation, importations de biens d'équipement, fossé accru avec les NTIC (10% de la pop : accès à Internet), dépendance pour les médicaments (sida), malgré les améliorations.
- **La dépendance politique:** N'impose pas son point de vue au monde, peu d'influence dans les institutions internationales. A subi les choix extérieurs (PAS), ordre assuré par l'extérieur, pas de réelle puissance régionale.

3) La faible insertion de l'Afrique est surtout la conséquence de blocages structurels qui handicapent le développement

- **La faiblesse de l'industrie africaine:** 1% de la production manufacturière mondiale, à l'écart de la DIPP. Causes : colonisation peu favorable, échec des ISI, faiblesse des marchés intérieurs, de la productivité, de l'investissement.
 - **Cette faiblesse est la conséquence des choix réalisés par les gouvernements:** Logique de rente, petite industrie défavorisée, État patrimonial, clientélisme, investissement peu productifs (« éléphants blancs »)

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique et la mondialisation

- **Avantages comparatifs faibles en raison de coûts élevés par rapport aux concurrents asiatiques** : énergie chère et peu fiable, peu de ZF efficaces, insuffisances des transports, manque de marketing international, pas de vraies filières de commercialisation (conditionnement).

III) Cependant depuis le début des 2000's, la mondialisation offre de nouvelles marges de manœuvre à l'Afrique qui redevient un continent convoité et qui s'ouvre plus largement à l'extérieur

1) L'Afrique bénéficie depuis le début du XXIe d'un nouvel intérêt international qui s'accompagne de nouvelles opportunités de dvpt

- **De nouvelles sources de financement extérieur**: À nouveau convoité, grand jeu donc rente stratégique, nouvel intérêt de la Chine. Reprise des flux d'IDE de 10M (2000) à 50M (2010), surtout vers producteurs de pétrole. Reprise de l'APD, programmes de dette, remises (40M)
- **Le continent a ainsi ces dernières années renoué avec la croissance**: 4&5% depuis 2004, avec stabilisation pol et aide internationale, surtout exportateurs de produits de base (pétrole, minerais), effets positifs (pétrole au Gabon)
- **L'Afrique offre également des réussites d'extraversion**: Bonne utilisation des ressources naturelles (Botswana : retombées sociales du commerce de diamants ; Maurice avec sucre, textile, tourisme, paradis fiscal, NTIC). Afrique du Nord : tourisme de luxe pour occidentaux, infrastructures de qualité ; attractivité (Renault à Tanger : 1,1M €)

2) L'Afrique est aujourd'hui reliée au reste du monde mais suivant des modalités spécifiques

- **L'Afrique est connectée au système international par de nombreux échanges**: Flux commerciaux croissants, de 160M (2000) à 500M (2010). Flux humains (émigration, tourisme). Flux d'informations (portable, Internet). Culture africaine se répand (Nollywood au Nigéria).
- **Une connexion au système mondial qui bénéficie de nombreux relais**: Maillage local, réseaux régionaux traditionnels (not Indiens), villes = lieu de contact privilégié avec l'extérieur, classes moyennes, ONG.
- **Mais les flux qui relient l'Afrique au reste du monde sont aussi des flux illégaux**: Multiplication des zones de non-droit avec le désengagement de l'État (90's), porosité des frontières (corruption). Armes du bloc Est, cigarettes, drogues (prod et transit vers l'Europe). Plaque tournante : Nigéria (essence, contrefaçons).

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique et la mondialisation

3) La mondialisation reste un enjeu essentiel de développement pour l'Afrique

- **Les effets fragilisants de la mondialisation sur les sociétés africaines:** Frustrations et désillusions, avec décalage ville/campagne, émigration idéalisée. Comportements plus individualistes, fin des solidarités traditionnelles. Brain drain (40% des diplômés). Acteurs privés nuisibles : mercenaires créent des sociétés privées, trafics illégaux.
- **L'Afrique doit s'insérer dans la mondialisation mais aussi relever le défi du développement:** Besoin d'encadrement en plus de la croissance, équipements sociaux, transparence. BM et Tchad : crédits si les recettes pétrolières servent au dvpt à long terme. Sortir de la logique rentière (Nigéria : pétrole = 80% des recettes), éviter la primarisation.
- **Une insertion qui passe également par la définition de règles du jeu au niveau international prenant mieux en compte les intérêts de l'Afrique:** Modèle agricole à définir et protéger, problème de la dette à régler, rétablissement de l'autorité de l'État, transparence, s'inspirer de commerce équitable, dvpt durable.
- **Dernier défi à relever, celui de l'intégration régionale:** 200 organisations régionales, coquilles vides pour capter l'aide internationale. Mais faiblesse des échanges régionaux, protectionnisme, préférence vers la métropole plutôt que les voisins (France = 1er partenaire du Sénégal). 2011 : projet de ZLE entre SADC, CAE, COMESA, mais projet de libre&échange de la CEDEAO montre la difficulté.

Conclusion

Afrique reste marquée par l'héritage colonial, toujours produits primaires contre produits manufacturés, logique d'exploitation et de prédation. **Enjeux** : sortir de la dictature des MP, parvenir à un dvpt plus diversifié et autonome.

Afrique et Moyen-Orient

Les grandes puissances et l'Afrique

Aujourd'hui, Afrique au centre des attentions : activisme diplomatique USA (terrorisme), convoitises pays émergents (mat 1ères)

→ Ce regain d'intérêt est-il susceptible de participer au dvpt de l'Afrique, qui avait souffert du désintérêt des grandes puissances dans les 90's ? Le regard sur l'Afrique est-il en train de changer, d'aller au delà de l'image de grande réserve de mat 1ères ?

I) L'Afrique à partir des 1960's devient un des théâtres de la rivalité Est/Ouest, mais un théâtre mineur

1) L'Afrique au lendemain des Indépendances reste une chasse gardée européenne

- Dans un 1er temps, l'indépendance se fait sans rupture avec la période coloniale : élites africaines occidentalises, modèle exportateur conservé, liens avec métropole maintenus (Commonwealth, bases françaises)

- La France, plus que le RU, a conservé des liens étroits : la Françafrique.

Françafrique : néologisme de Félix Houphouët-Boigny dans les 70s désignant relation quasi-fusionnelle entre Fr et Af francophone : liens personnels entre dirigeants, réseaux d'influences privilégiés (conseiller spécial aux côtés du pdt, Jacques Foccard). Réciprocité : soutien pol de la France au dvpt et au pvr, maintien de l'influence frçse en contrepartie. 200 000 français en Afrique dans les 80s, zone monétaire CFA avec taux de change défini par la France, marchés protégés pour FMN françaises (Total-Elf, transports, Bolloré)

- En revanche, les deux superpuissances portent peu d'intérêt à l'Afrique avant les 60s

2) Un continent qui devient un enjeu de la guerre froide à partir des années 60

- Les pays africains sont sollicités : clientèle politique au sein de l'ONU (20&30% des membres), contrôle du pétrole, progression régimes socialistes soutenus par l'URSS, qui se radicalisent peu à peu

- Le basculement des colonies portugaises dans le camp socialiste va cristalliser les tensions : gouvernements issus d'une violente guérilla marxiste et perte glacis protecteur de l'AFS, pion stratégique pour les USA. Contre-offensive des USA dans les 80s sous Reagan : soutien aux anticommunistes, même les dictateurs (Hissène Habré au Tchad face à la Lybie)

- Ainsi, 2 conflits deviennent surdimensionnés par la GF : conflit de l'Angola (75&91) où interviennent AFS, USA, Zaïre contre Cuba, Angola et URSS ; conflit Éthiopie/Somalie (77&78) autour de l'Ogaden Éthiopie de Mengitsu, URSS et Yémen Sud ≠ USA et Somalie

3) Mais des grandes puissances qui s'affrontent par acteurs interposés

- Le recours à des acteurs régionaux : l'Afrique n'a jamais constitué un intérêt crucial. Tâches déléguées à l'AFS par les USA, aux Cubains par l'URSS. En retour, instrumentalisation des GP : AFS = allègement sanctions apartheid, Angola = victoire ethnique

- La France, « gendarme de l'Afrique » : interventions nombreuses Sénégal, Gabon, RCA, Djibouti, Zaïre, Rwanda et surtout Tchad (plusieurs reprises pour contrebalancer poussée libyenne). Le RU n'est intervenu qu'une fois, en 1964 en Tanzanie.

II) La fin de la GF provoque un désintérêt pour l'Afrique qui contribue à faire de la décennie 1990 une « décennie perdue »



Afrique et Moyen-Orient

Les grandes puissances et l'Afrique

1) La fin de la guerre froide a provoqué l'espoir d'un nouvel ordre en Afrique

- **La fin de la GF permet la résolution de conflits régionaux** : « désinternationalisation » du conflit angolais (retrait cubain, Namibie indépendante de l'AFS en contrepartie), indépendance de l'Érythrée en 1993
- **La fin de la GF précipite la fin de l'apartheid** : isolement de l'AFS renforcé car fin du soutien américain, " pression opinion
- **La fin de la GF s'accompagne d'une vague de démocratisation** : dictateurs privés de soutien (Mobutu « lâché » dans les 90's), discours de la Baule de 1990 = la France, 1er APD en Afrique, conditionne celle-ci avec démocratie. Mais constat à nuancer : maintien dictateurs stratégiques (Omar Bongo au Gabon pétrolier), nouveaux dirigeants = dictateurs (Gbagbo)

2) Mais la fin de la guerre froide a également des effets déstabilisateurs

- Un continent envahi par les armes, écoulement stocks en provenance de l'ex bloc-socialiste (URSS, Tchécoslovaquie)
- **Le problème de la réinsertion des anciens combattants** : recyclés dans banditisme ou mercenariat, apparition des « seigneurs de guerre ». Aussi mercenaires étrangers : reconversion en sociétés privées (conseil, défense enclave minière) Bob Denard.
- **La fin de la GF n'a pas entraîné la fin des conflits** : guerre civile en Somalie, chute Mobutu embrase les Grands Lacs. Afrique devient terre des « conflits de basse intensité », meurtriers, complexes, mais sans répercussions internationales.

3) Le désengagement des grandes puissances de l'Afrique

- **Le retrait des deux superpuissances** : retrait total URSS après sa chute en 91, certains pays perdent du jour au lendemain toute aide soviétique, désintérêt pr Afrique des USA flagrant : " intérêt MENA (Libye voyou, Égypte alliée), fiasco « Restore Hope » (93) en Somalie.
- **Le désengagement de la France** : priorité à la construction européenne, moyens financiers, effectif militaire +2 en Afrique. La France entend déléguer la résolution des conflits aux États africains, mais ambiguïté (opération Turquoise Rwanda)

III) Mais depuis la fin des 1990's, l'Afrique est l'objet de nouvelles convoitises de la part des grandes puissances internationales

1) Le retour des États-Unis en Afrique

- Un intérêt pétrolier : diversifier approvisionnement car MO instable. Ainsi, en 2010, pétrole africain = 20 % approx > MO (15%). En outre, transport pétrole + sécurisé, océanique ≠ détroits. 1ère visite Obama en Afrique en 2009 au Ghana, pays démo exemplaire mais aussi nouveau pays pétrolier
- L'Afrique, théâtre de la lutte contre le terrorisme : 1ers attentats d'Al-Qaeda en Afrique (98 : double attentat ambassades Nairobi et Dar es-Salaam), Somalie devenu sanctuaire terroriste retour Corne de l'Afrique, soutien logistique au Mali

Afrique et Moyen-Orient

Les grandes puissances et l'Afrique

- **Une volonté de s'imposer dans une chasse gardée européenne** : sécuriser mat 1ères où l'Afrique a le monopole, offensive commerciale : AGOA (African Growth and Opportunity Act) accorde tarifs préférentiel au textile africain sur le marché américain. Mais réticences : créat° Africom (commandemT militaire américain unifié en Afrique) en 2008, aucun pays africain n'a accepté d'accueillir le siège, qui se retrouve... provisoirement à Stuttgart

2) Un continent de plus en plus courtisé par les puissances émergentes

- **La Chine** : cf. fiche Chine en Afrique
- **L'Inde** : une présence ancienne (diasporas en Afrique Orientale), image de partenariat équilibré et moins prédateur, présence diversifiée (pétrole avec la ONGC, Tata Motors, Ranbaxy), 1er contributeur aux missions de paix de l'ONU en Afrique (+8000 sld)
- **Autres puissances asiatiques** : Japon 1er pour l'APD en Afrique, nouveaux marchés potentiels ; Corée du Sud achète terres arables (Soudan), accord avec RDC de projets hydrauliques contre garantie fourniture de minerai (uranium)
- **Le Brésil s'affirme progressivement comme un acteur incontournable depuis Lula** : 8 voyages sur le continent entre 2003-2009, se présente comme nation de culture africaine (pays 2ème pop noire après Nigeria), à l'origine du 1er sommet Afrique/Am du Sud en 2006 avec Nigeria à Abuja, échanges commerciaux 3 30M\$ depuis 2000, débouchés agrobusiness
- **La présence de puissances moyennes complexifie la géopolitique** : pays du Golfe (achat terres arables au Soudan et Kenya, écoles coraniques, DPW gère Dakar désormais), Turquie (made" in" Turkey" populaire en Afrique, " relations, ambassades et réseau d'établissemeT supérieurs de la confrérie Nurcu pour former futures élites en Afrique, et donc réseau avec FMN turques)

3) Une politique française en revanche sur la défensive

- **La nouvelle politique africaine de la France** : réaffirmation importance Afrique, « africanisation » de la politique de la France qui n'entend agir qu'en accord avec les gouvernements africains, action multilatérale, conseil et stabilisation continent
- **La maintien d'une politique africaine sert de démultiplicateur à l'influence française sur la scène internationale** : rôle d'intermédiaire entre le Nord et l'Afrique, plans d'annulation dette des PMA, sommet France-Afrique (depuis 2005 « Afrique-France ») convie tous les pays africains depuis 96, expertise française reconnue à l'international : entraînement armée africaine, crise ivoirienne débloquée par la France en 2011 en permettant l'arrestation de Laurent Gbagbo
- **Mais une image de la France en Afrique aujourd'hui écornée** : politique d'immigration restrictive, France continue soutenir pouvoir autoritaire (sauve Idriss Déby d'un coup d'État au Tchad en 2008), néocolonialisme avec puissantes FMN (50% recettes CI provient des FMN françaises), la France sert de bouc émissaire pour certains dirigeants expliquant le mal-développement.

Conclusion : Le « grand jeu » en Afrique est devenue de plus en plus complexe. L'Afrique bénéficie d'un regain d'intérêt, avec de meilleurs investissements, un retour de financements, une diversification des partenaires. Mais saura-t-elle échapper à « la malédiction des matières premières » ? L'enjeu est que ce nouvel intérêt ne doit pas se faire au détriment des pays africains.

Afrique et Moyen-Orient

La Chine en Afrique

2006 : 1er forum de coopération sino-africaine à Pékin. Relation Sud-Sud ou néocolonialisme ?

1) Une présence chinoise en Afrique en forte expansion depuis le milieu des 90s

1) Une présence chinoise ancienne

- **Marchands arabes fournissent esclaves noirs à Canton** (dès le 7e siècle), émigration chinoise vers l'Afrique orientale (12e siècle), expédition de l'amiral Zheng He dans l'Océan Indien jusqu'au Mozambique (15e siècle)
- **Époque communiste** : aide aux mouvements anticolonialistes, envoi de « médecins aux pieds nus », accueil d'étudiants, construction d'infrastructures (→ ligne de chemin de fer entre la Zambie et la Tanzanie dans les 70s). Motivations idéologiques (Zhou Enlai proclame une « solidarité afro-asiatique contre l'impérialisme ») et géopolitiques (lutte d'influence avec Taïwan et avec l'URSS après la rupture). Fin de l'ère Mao : frein à cette relation (concentration sur le développement national)

2) Une présence chinoise en très forte progression ces dernières années

- **Présence commerciale** : échanges x12 depuis 2000 (120M\$ en 2010). Chine = 1er partenaire commercial de l'Afrique (notamment Afrique du Sud et pays ayant des ressources pétrolières comme Angola, Soudan ou Nigéria)
- **Présence financière** : IDE (11M\$ en 2010), 2000 sociétés présentes en Afrique (pétrole, infrastructures de transport), développement de 6 ZES (Zambie, Nigeria, Maurice, Égypte, Éthiopie), prêts (67M\$ accordés par la Banque d'import-export ou Eximbank sur la dernière décennie)
- **Présence humaine** : communautés chinoises en Afrique = 1&1,5m de personnes
- **Présence diplomatique et militaire** : aide chinoise conditionnée par la rupture des relations avec Taïwan, fourniture d'armes, médiation (Soudan)

3) Une présence accrue qui provoque l'inquiétude des Occidentaux

- **Omniprésence de la Chine** : dans les pays (même mis au ban de la communauté internationale : Nigéria, Zimbabwe, Éthiopie, Angola, Soudan) et dans les secteurs
- **Dénonciation des conditions de l'aide chinoise, ou plutôt de l'absence de conditions** : mépris des règlements internationaux (environnement), des Droits de l'Homme (soutien à des États dictatoriaux ou soutenant le terrorisme), des règles de bonne gouvernance et de transparence (prêts accordés par l'Eximbank à l'Angola au moment où le pays était en conflit avec le FMI à propos de sa dette)

Afrique et Moyen-Orient

La Chine en Afrique

II) Une présence chinoise fondée sur le principe du gagnant-gagnant

1) Une présence qui sert les intérêts chinois

- **Intérêts économiques** : sécurisation de l'approvisionnement en matières premières (22% des besoins chinois en pétrole proviennent d'Afrique, uranium au Niger), marché de plus en plus important, marché d'apprentissage permettant à la Chine d'acquérir un certain savoir-faire (off-shore) et d'opérer une remontée des filières (automobile)
- **Intérêts politique et géopolitiques** : isoler Taïwan et asseoir sa puissance au niveau international

2) Une présence qui comporte de nombreuses opportunités pour les pays africains

- Retournement des cours des matières premières à la hausse grâce à la demande chinoise
- **Amélioration du bien-être et du confort des populations grâce à l'afflux de produits chinois bon marché**
- **Amélioration des infrastructures** : 70% de l'aide chinoise
- **Accès au marché chinois** : excédent commercial africain vis-à-vis de la Chine = 16M\$ en 2010 (1M en 2000)

3) Une présence bien perçue de la part des gouvernements africains en raison du message délivré par la Chine

- Relations durables et bénéfiques pour les 2 camps (≠ paternalisme occidental)
- Entreprises chinoises ayant moins peur des risques et de l'instabilité, arguant que la Chine est elle aussi un PED aux mêmes caractéristiques
- **Principe de non-ingérence**

Afrique et Moyen-Orient

La Chine en Afrique

III) Cependant, la présence chinoise en Afrique ne constitue-t-elle pas une relation à risque pour l'Afrique ?

1) Une relation pour l'Afrique qui n'est pas exempte de dangers en terme de développement

- **Spécialisation dans les matières premières**
- **Asymétrie des relations** : l'Afrique exporte 14% de produits manufacturés alors que la Chine en exporte 50%
- **Concurrence des produits chinois pour les industries locales** (textile), facteur de chômage (présence de sociétés chinoises peu créatrice d'emplois), pas toujours conformes aux normes (défaillance des véhicules, toxicité des médicaments)
- **Land-grabbing**
- **Réendettement des pays africains** dans des conditions peu transparentes en raison de l'afflux de capitaux chinois

2) Une relation qui peut être synonyme de revers pour la Chine

- **Plus grande exposition aux risques géopolitiques** : salariés kidnappés au Nigéria, soldats tués en Éthiopie...
- **Protestation des populations locales** : contre les conditions de travail imposées dans les sociétés chinoises (extraction de cuivre), contre la concurrence des produits chinois (Sénégal)
- **Détérioration de l'image internationale** : image de prédateur
- **Mais la présence chinoise ne supprime pas encore la présence occidentale** : l'UE est plus ouverte aux exportations africaines (notamment de biens manufacturés), possède le 1er stock d'IDE (33% contre 1%), l'UE et les EU restent la 1ère destination pour les exportations pétrolières (33% et 30% contre 17%). Beaucoup de pays africains mènent une politique d'équilibre (complémentarité des aides, celles des Occidentaux étant plus tournées vers le développement humain)

3) Les relations Chine/Afrique sont appelées à se développer car elles témoignent du nouvel intérêt géopolitique pour l'Afrique

- **Intérêt croissant de l'Afrique aux yeux des puissances internationales** : raisons sécuritaires (terrorisme, migrations), économiques (accès aux ressources énergétiques et minières), environnementales et sanitaires
- **Les relations Chine/Afrique s'inscrivent dans le développement d'une coopération Sud-Sud**, également voulue par des pays comme le Brésil, le Venezuela, l'Iran ou la Turquie
 - **La présence chinoise en Afrique entre enfin dans le cadre de la rivalité qui se noue entre les puissances asiatiques** : le Japon a intensifié ses échanges avec l'Afrique, l'Inde s'est imposée comme une nouvelle puissance africaines (communautés importantes, multiplication des investissements, transferts de technologie, fourniture de médicaments génériques)

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique du Sud, puissance régionale

L'AFS a connu dans les 1990's une véritable révolution politique, avec apartheid en 1991 et 1ères élections multiraciales en 1994. De nombreuses attentes sur l'AFS après des années d'isolement : catalyseur économique, gardien de la paix en Afrique, modèle démocratique

→ Les 1990's marquent le retour de l'influence sud-africaine en Afrique Australe. Mais l'AFS a-t-elle su devenir un moteur pour l'Afrique ? D'autant que ce pays reste une puissance pauvre, minée par les inégalités et la violence.

l) L'AFS a été au 20e siècle la plus gd puissance éco de l'Afrique, mais dont l'influence a été fortement limitée par le système de l'apartheid

1) Une histoire sud-africaine marquée par l'apartheid

- **Spécificité de l'AFS** = population plus diverse que le reste du continent : + importante communauté blanche (10%) et minorités métisses. Rapports très antagonistes

- **Colonisation européenne** : Anglais vs Afrikaners, à l'origine de l'apartheid Colonisation hollandaise précoce au 18e siècle. Mais Le Cap devient colonie anglaise car position stratégique pour les Anglais avant construction Suez. 2 projets de colonisation ≠ : Afrikaners en communautés repliées sur la religion, mentalité d'assiégés, d'élection divine face à un environnement hostile, société esclavagiste. Anglais aux préoccupations surtt commerciales, Le Cap ville métisse. Face à l'influence croissante des Anglais, les Afrikaners pour sauvegarder leur autonomie migrent à l'intérieur du territoire pour fonder les République de l'Orange et du Transvaal. Mais fin XIXe immenses réserves d'or découvertes dans ces régions, " convoitises des Anglais basés sur le littoral. 1899=1902 guerre des Boers : victoire des Anglais qui consacre leur domination sur le territoire. Compromis au lendemain de la guerre (afrikaners communauté blanche + importante) pour conserver suprématie européenne : AFS devient Union Sud=Africaine en 1910 (2 États Afrikaners, 2 États anglais), réconciliation entre les 2 communautés, mise en place 1ères mesures d'exclusion des noirs

- **La mise en place de l'apartheid** :

- o **1913** : Native Land Act pop noires expulsées et placées dans des « réserves » représentant 12% territoire

- o **1920s** : Urban Area Act = lieux résidence noirs / blancs ≠, passeport intérieur pour les noirs afin de limiter leur circulation

- o **L'apartheid se radicalise en 1948 avec le Parti National de Daniel Malan** : idéologie messianique, dégradation vie des fermiers afrikaners avec crise 30s... Stricte ségrégation (lieux publics, transports, éducation, relations sexuelles) et création de « Bantoustans », ensembles selon découpage ethnique pour diviser pop noire.

- **Résistance à l'apartheid** : création de l'ANC en 1912 par Albert Luthuli (1er africain à recevoir prix Nobel en 1960). Mouvement chrétien, non violent à l'origine, se radicalise dans les 1950's avec arrivée de jeunes dirigeants (dont Mandela) et devient parti marxiste. En parallèle action des syndicats (COSATU), Églises (Mgr Desmond Tutu) et d'une partie de la communauté blanche anglophone.



Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique du Sud, puissance régionale

2) L'apartheid a en effet contribué à exclure l'Afrique du Sud du jeu internationale et régional

- **L'AFS est condamnée par la communauté internationale dans les 1950's** : audience accrue des pays du TM, sanctions sous forme d'embargo et fin du mandat sur la Namibie en 1962. Mais peu d'effets sur l'AFS, Afrique Australe reste sous domination coloniale, contexte de GF qui assure soutien USA et Israël, richesse minière et fermeture Canal Suez en 1967.
- **Mais à partir de 1975, l'environnement régional change, ce qui fait de l'AFS un Etat de plus en plus isolé** : « glacis stratégique » disparaît avec indépendances colonies portugaises, Rhodésie du Sud devient Zimbabwe et renonce à l'apartheid, perte soutien des USA car URSS se retire du continent, sanctions mieux appliquées
- **A la fin des 1980's, nouvelle génération d'Afrikaners résolus à en finir avec l'impasse de l'apartheid** : Frederik de Klerk (« Gorbatchev sud-africain ») libère Nelson Mandela en 1990 et entame des négociations avec l'ANC.

3) La sortie de l'apartheid et la transition vers un régime démocratique : le « miracle sud-africain ».

- **Une transition politique réussie vers un régime démocratique** : 1ères élections multiraciales en 1994. L'ANC représente 2/3 des voix, et monopolise le pouvoir : Mandela (94-98), Thabo Mbeki (1999-2008), Jacob Zuma depuis 2009.
- **La question reste de surmonter l'héritage du passé** : mythe de la nation arc-en-ciel, qui transcende les fractures entre communautés (nouveau drapeau aux couleurs symboliques, reconnaissance 11 langues officielles, manifestations sportives pour souder les communautés)
- Une transition économique vers un système libéral et un transfert de pouvoir à la communauté noire.
 - o **Choix libéralisme**, bien qu'AFS repliée donc ayant fait le choix d'un modèle étatiste, bien que ANC soit marxiste : entrée à l'OMC en 1995, programme GEAR à partir de 1997 = privatisations en masse, politique de de la dette saluée par FMI
 - o **Émergence d'un capitalisme noir avec discrimination positive**, obligation de transférer 25% du capital à des intérêts noirs (De Beers cède 1/4 de son capital au consortium noir Ponahalo). Émergence d'une bourgeoisie noire, les Black Diamonds (3m, 8% pop)

II) L'Afrique du Sud est aujourd'hui la puissance régionale majeure du continent africain

1) La première puissance économique du continent

- **Une économie moderne et avancé dans le continent** (Prim / Ind / Serv & 3% / 30 % / 67 %). Forte consommation intérieure, population noire avide de consommer et qui s'est équipée grâce au crédit. 20% du PIB de l'Afrique
 - **Une économie pleine d'atouts** : **Agriculture** : même si SAU représente que 10% territoire et sécheresses, exportateur net (vins, céréales, fruits) / **Industrie** : 40% de la production industrielle africaine : chimie (groupe Sasol), métallurgie, agroalim (SABMiller) / **Services** : bourse de Johannesburg 1ère en Afrique, 1ère destination touristique en Afrique ; bonnes universités / **Extraordinaire richesse minière** : or, diamant, platine, titane... secteur minier = 10% PIB, 25% devises à l'exportation. De Beers leader mondial du diamant. Fort producteur de charbon (assurent 90% énergie nationale)

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique du Sud, puissance régionale

2) Grâce à son dynamisme économique, AFS devenue puissance régionale dominante qui organise son environnement régional

- **Une économie en expansion en Afrique** : 1er investisseur jusqu'au début des 2000's, continent africain représente près de 20% du commerce de l'AFS, absorbant exportation de biens à valeur ajoutés et compensant déficit avec Chine et UE (exp produits primaires).
- **Une influence économique avant tout sur l'espace régional** : associations régionales (SADC permet à l'AFS d'être au cœur des projets, cheval Troie vers RDC) ; hégémonie : Namibie et Botswana dépendant des FMN (De Beers), Zimbabwe, Zambie et Malawi dépendant alim (70% imp), souveraineté limitée du Lesotho et du Swaziland
- **L'AFS est devenu un pôle attractif pour les migrations du territoire africain** (alternative à l'Europe). Étrangers représentent 10% de la population, 1/4 des Zimbabwéens vivent en AFS, implantation diasporas Nigeria (et ses trafics), Congo...

3) Une puissance économique convertie en capacité d'influence diplomatique

- **1ère puissance militaire** : coopération avec Israël ancienne dans la haute technologie, fortes dépenses par rapport au continent
- **Une puissance « messianique » en Afrique** : mobilisation autour du projet de « renaissance africaine », démocratie et paix
- **Une politique diplomatique très active** : Thabo Mbeki voulait donner « des solutions africaines à des problèmes africains ». Rôle important dans création de l'UA, médiateur crises (RDC, Soudan), intermédiaire (Côte d'Ivoire). AFS s'est posée comme porte parole : médicaments génériques (procès contre firmes), dialogue S/S (forum IBAS), 1er pays africain à organiser coupe du monde foot

III) Mais l'Afrique du Sud est une puissance fragile : ses défis intérieurs peuvent éroder à moyen terme son influence

1) Les limites du développement économique sud=africain

- **Une économie qui ne rivalise pas avec les principaux pays émergents** : 29ème rang mondial. Reprimarisation (2/3 importations biens d'équipements), attractivité IDE 1M\$ < Mexique (20), Brésil (40)
- **Une économie fragile structurellement** : exode population anglophone fuyant discriminations vers pays anglo-saxons = perte d'actifs qualifiés, création emploi insuffisante (25% chômage officiellement, plutôt 40%), pénuries énergies, mo + chère que PED
- **Une économie confrontée aux limite de la BEE** (Black Economic Empowerment) = politique de transfert du pouvoir économique vers la population noire : majorité des postes à haute responsabilité détenus par des Blancs, réforme agraire inachevée

Afrique et Moyen-Orient

L'Afrique du Sud, puissance régionale

Réforme agraire inachevée : 85% terres cultivables à des blancs dans les 1990's (60 000 Blancs, spoliation des terres ancestrales). Objectif = redistribuer plus de 30% des terres en 10 ans seulement 6% jusqu'à présent, avec résultats décourageants (90% des terres redistribuées en faillite, manque de savoir-faire). " tensions entre Blancs et Noirs, avec " violences contre fermiers blancs, qui s'entourent de milices privées. Réforme agraire = enjeu important concilier capacité d'exportation et intégration pop noire pauvre

2) Une société confrontée à de nombreux défis de développement

- **Une société victime des inégalités:**

- o **Société duale** (40% pop sous seuil pauvreté fixé par BM, ie < 2\$/jour)

- o **Fracture urbaine** : Johannesburg (nord = banlieues blanches aisées et gated communities bourgeoisie noire, centre = cœur trafics en tout genre, sud = townships pauvres où affluent migrants)

- o **Fracture régionale** : Gauteng (Johannesburg + Pretoria) = 40% PIB, industrie et finance, région du Cap = 15% PIB (agriculture, tourisme et services) et Kwazulu Natal = 10% PIB concentre commerce avec port Durban (25% pop d'origine indienne)

- **Une société malade du sida, longtemps nié** (cf. fiche sur le sida)

- **Une société gangrénée par la violence** : 20 000 homicides/an. AFS plaque tournante de la drogue (interface Amérique / Asie avec zone grise comme Lesotho, secteur bancaire opaque), ravage townships, xénophobie montante (chasse aux immigrés township Alexandra en 2008, 42 morts et déploiement de l'armée)

3) Une influence régionale qui rencontre des limites

- **Une politique régionale ambiguë**, en contradiction avec son message de « renaissance africaine » : effectifs de l'armée réduits (75 000 hommes < 100 000 hommes Angola), ne condamne pas Mugabe, relations asymétriques avec ses voisins

- **Une influence qui se heurte à d'autres puissances africaines** : montée en puissance de l'Angola depuis la fin de la guerre civile et le boom pétrolier, Rwanda et Ouganda influents dans les Grands Lacs, émergence du géant Nigérian (puissance démographique, régionale (CEDEAO), pétrolières, diasporas puissantes, image de la « puissance noire » de demain, dépositaire d'une véritable africanité)

Conclusion : L'avenir de l'AFS en tant que puissance africaine dépend avant tout de sa capacité à résoudre ses problèmes internes. L'élection de Jacob Zuma, appartenant à l'aile populiste de l'ANC, laissait espérer une politique plus sociale, moins corrompue. Mais peu de changements sont intervenus, à part la lutte contre le SIDA : tragédie de la mine de Marikana en août 2012 (34 ouvriers grévistes tués par la police) est révélatrice. Un personnage à suivre, Julius Malema, président de la ligue de jeunesse de l'ANC. Exclu du parti jusqu'en 2014 par Zuma pour « volonté de diviser l'ANC », très populiste (éloge réforme agraire Zimbabwe) et soutenant ligne dure contre les blancs.

Afrique et Moyen-Orient

La République Centrafricaine

Anciennement Oubangui-Chari, au sein de l'AEF. Atouts : pas tellement les ressources, mais poste de vigie au centre de l'Afrique (avancée dans le Congo belge et l'empire colonial britannique)

→ Pourquoi cet État apparaît emblématique de tous les maux touchant l'Afrique subsaharienne ? En quoi l'histoire de la Centrafrique illustre les rapports entre État, ethnies et territoires ?

1) Un État qui a une position géographique stratégique, malgré son enclavement

1) Présentation du territoire

- Plateau d'altitude moyenne, pas de montagnes contraignantes
- Deux cours d'eau importants (Oubangui et Chari) => l'eau pose problème non pas par son manque, mais par les inondations
- Nord tourné vers l'Espace sahélien, Sud tourné vers l'Afrique équatoriale
- Matières premières, même si bien moins riche de RDC : bois (50% des exportations légales), or, uranium, diamants
- Nord = marge qui échappe au contrôle de l'État : repaire de factions armées, base arrière d'opposants politiques tchadiens et soudanais

2) Position stratégique

- « Plus qu'un carrefour, un cul de sac misérable » (Patrice Gourdin)
- Carrefour : entre Nord et Sud, mais surtout carrefour des trafics (braconnage, diamants, drogue)
- Enclavement : dépendance vis-à-vis des infrastructures de transports d'autres États (Cameroun) => " coûts

3) Population

• Environ 5m d'habitants dont 80% dans le Sud et 1m à Bangui => territoire mal maîtrisé. Population faible car :

o Pays touché par 2 mouvements de traite : atlantique à l'Ouest (16^e-17^e) et arabe à l'Est (8^e-19^e)

o Compagnies étrangères du tps de la colonisat° se st partagé 50% du territoire et de la pop, et ont fait preuve d'une extrême violence

o Problèmes sanitaires peu pris en compte par la France (il faut attendre la fin de la 2^eGM)

- Taux de scolarisation en 1959 = 35% (2% sous l'empire) => émergence difficile d'élites dirigeantes
- IDH = 0,343 (un des États les plus pauvres du monde)

Afrique et Moyen-Orient

La République Centrafricaine

II) Un pays où la population n'a plus de prise sur son destin depuis des siècles

1) Soumission aux chasseurs d'esclaves et aux colonisateurs

- **Esclavage** : 2 traites (cf. ci-dessus). Division entre 2 pop : peuples de la savane au Nord, vivant de l'agriculture, réservoirs d'esclaves ≠ peuples de la rivière au Sud, pêcheurs et commerçants, fournisseurs d'esclaves
- **Colonisation** :
 - o **Le colonisateur** intervient pour régler le problème de la traite (conférence de Berlin en 1884-1885). La France va se lancer dans l'intérieur du continent africain avec pour prétexte la lutte contre la traite orientale et l'abolition de l'esclavage
 - o **Début 20e** : Oubangui-Chari devient une colonie et intègre l'AEF en 1910. Colonisation est le fait d'entreprises privées (17 entreprises privées se partagent 50% du territoire et de la pop). Extrême brutalité coloniale
 - o **Après 1°GM** : État prend le relais mais conserve des pratiques violentes (pression sur la population pour les chantiers forestiers et les constructions de routes, de chemin de fer)
 - o **Après 2°GM** : France commence à investir dans sa colonie + disparition du travail forcé et du régime de l'indigénat

2) Une nation inexistante

- **Forte diversité ethnique et linguistique** : le colonisateur réactive la division entre les peuples de la savane et les peuples du fleuve, commerçants, pêcheurs, sur lesquels l'État colonisateur va s'appuyer
- **Lorsque l'indépendance est proclamée le 13 août 1960** (rôle de l'abbé Barthélémy Boganda, mort en 1959), le défi à relever est de créer une nation centrafricaine. Émergence de cet État se fait alors même que Boganda voulait un regroupement des États d'Afrique équatoriale car il était convaincu que son pays ne pourrait pas s'en sortir seul. Mais échec car France ne voulait pas voir la naissance d'un État trop puissant et car le Gabon, suffisamment riche, ne voulait pas payer pour les autres
- **D'où** : État fort, symboles (devise, hymne, drapeau, passé commun), langue (français, puis sango adopté en 1963). Déficit de leadership car mort de Boganda. Le facteur religieux ne permet pas plus une unification de la nation (10% d'animistes, 10% de sunnites, 80% de chrétiens, divisés en catholiques et protestants), mais des hommes politiques vont créer leurs propres églises (François Bozizé crée la branche centrafricaine de l'Église du christianisme céleste, outil de son influence)
- **Jusque dans les 90s, la Centrafrique essaie de se constituer en tant que nation**. Mais dans les 90s, Ange-Félix Patassé va instrumentaliser les divisions ethniques pour se maintenir au pouvoir et l'appartenance ethnique va commencer à polariser les populations

Afrique et Moyen-Orient

La République Centrafricaine

3) Une démocratie introuvable

- **Avant la colonisation** : organisation acéphale autour de tribu. Au moment de l'indépendance, les chefs traditionnels se sont compromis avec les colonisateurs, d'où la difficulté de l'émergence d'élites politiques
- **1946** : assemblée représentative avec élections régulières. Boganda émerge comme leader (1958 : 1er chef de gouvernement)
- **1962** : David Dacko, l'homme qui lui succède, instaure un parti unique et met en place un régime autoritaire
- **90s** : multipartisme va donner naissance à des partis sur base ethnique => tensions croissantes et recours permanent à la violence politique
- **Janvier 2011** : Bozizé est réélu président à la suite de scrutins contestables. Décembre 2012 : combats qui conduisent à la démission de Bozizé et à la mise en place, en janvier 2013, d'une diarchie avec une tête pour représenter l'opposition armée = la Séléka (Michel Djotodia, président) et une tête pour représenter l'opposition legaliste (Nicolas Tiangaye, PM). Janvier 2014 : démission de cette double tête sous la pression des pays voisins et de la communauté internationale. Élection d'une présidente de transition (Catherine Sanba-Panza)

III) Une RC dont les pays extérieurs se détournent, ce qui fait le jeu des acteurs non-étatiques illégaux

1) La France

- RCA a appartenu à la Françafrique et la France est intervenue régulièrement pour favoriser certains dirigeants, notamment Bokassa (président de 1966 à 1976, suite à un coup d'État, puis empereur de 1976 à 1979)
- **La France le renverse deux ans plus tard avec l'opération Barracuda** car l'image de la France que véhicule Bokassa est désastreuse, VGE est mêlé au scandale des diamants et Bokassa se rapproche de la Libye de Kadhafi qui intervient au Tchad contre les intérêts français
- **Retour au pouvoir de David Dacko**, renversé en 1980 par le coup d'État de Kolingba, qui va gouverner sous le contrôle étroit de la France, qui cherche à imposer une certaine démocratisation (Paristroïka)
- **2003** : Bozizé renverse Patassé avec le soutien de la France
- Cependant, décembre 2012 : France refuse d'intervenir pour protéger le pouvoir de Bozizé, mais intervient un an plus tard sous le couvert de l'ONU et en s'appuyant sur les États africains

Afrique et Moyen-Orient

La République Centrafricaine

2) Les États africains

- **Les pays africains se désintéressent du sort** de la RCA, alors même qu'elle appartient à une série d'organisations régionales (CEMAC = Communauté Éco et Monétaire de l'Afrique Centrale et CEEAC = Communauté Éco des États d'Afrique Centrale). **Depuis 2003** : présence de soldats africains dépêchés par l'UA en RCA. **Aujourd'hui** : l'opération Sangaris menée par la France s'appuie sur un contingent de soldats africains (MISCA)
- **RCA prise dans le jeu des rivalités régionales africaines** :
 - o **Libye** : sous Kadhafi, RCA vu comme un allié possible contre le Tchad
 - o **Tchad et Soudan** : Nord de la RCA = base arrière des opposants au régime d'Idriss Deby au Tchad et à la politique du Soudan au Darfour + lieu de passage en cas de guerre Tchad/Soudan
 - o **Cameroun** : pays vital pour la RCA, mais pas l'inverse car Paul Biya a peur de la contagion des conflits
 - o **RDC** : plus tournée vers l'Afrique australe. Toutefois RCA abrite l'Armée révolutionnaire du Seigneur (LRA), bande armée congolaise
 - o **Afrique du Sud** : le parti au pouvoir (Jacob Zuma) entretient des liens avec la Séléka sur fond de trafic de diamants

3) Les grandes puissances extérieures

- **USA** : désintéressé. La seule chose qui pourrait pousser les USA à intervenir serait que liens entre Séléka et islamisme radical s'avèrent
- **Chine** : peu d'intérêt économique. Dès l'époque maoïste, liens entre la RCA et la Chine : Dacko s'était tourné vers la Chine, ce qui a provoqué son renversement par Bokassa. Depuis 2003 : recherche d'aide de la part de la Chine, mais pas plus
- **ONU** : associé aux efforts de stabilisation de la RCA depuis la fin des 90s. Envoi régulier de casques bleus pour surveiller les élections. Dernière intervention (décembre 2013) : autorisation d'une opération de maintien de la paix par le Conseil de Sécurité

4) Les acteurs non-étatiques illégaux, qui voient dans la RCA un véritable paradis

- Bandes armées qui utilisent la RCA comme base arrière, acteurs du trafic d'armes, de drogue, du braconnage (ivoire)
- Ces acteurs sont intéressés par le fait que la RCA devienne un État failli, un État de non-droit, qui bénéficie de plus d'une position de carrefour

Conclusion

État emblématique des problèmes de l'Afrique subsaharienne (État autoritaire, puis décennie du chaos). Fort potentiel déstabilisateur de la région

Afrique et Moyen-Orient

Quelques conflits en Afrique

- **Katanga** : capitale Lubumbashi, 500 000 km². Lors de l'indépendance du Congo belge, sécession entre 1960 et 1963 derrière Moïse Tschombé. Intervention casques bleus, retrait des forces armées du Katanga en Angola. Réinterviennent en 1977-1978 en battant les troupes Zaïroises, mais repoussés par paramilitaires français. Ce passé en a fait une région instable, où le pillage est une réalité. Ex : Gécamines, Société des carrières et des mines, compagnie d'Etat gérant les mines du Katanga, produisait officiellement 500 000 tonnes de cuivre dans les 1970's. Aujourd'hui... 17 000 tonnes essentiel des exportations clandestines. La Chine importe officiellement 10 fois plus de cuivre de la RDC Congo que la RDC n'en exporte officiellement.
- **Casamance** : Rébellion éclate dans les 1980's, demande d'indépendance du fait de l'importance de l'ethnie Dioula (≠Wolof). Sentiment d'être moins privilégié que le nord, criminalisation de la rébellion. Cessez le feu en 2004, changement gouvernement Guinée Bissau (narco état)
- **Cabinda** : Enclave angolaise entre Congo et RDC. 1ère réserve pétrolière de l'Angola (60% production) avec puissantes majors (Shell, Total, Chevron). Tendance séparatiste avec le FLEC (Front de Libération de l'Enclave de Cabinda). Angola organise CAN en 2010, attentat contre un bus de joueurs togolais protégés par gardes angolais.
- **Le Darfour** : Cette région est, depuis 2003, le théâtre d'un conflit entre rebelles et armée gouvernementale qui a provoqué une grave crise humanitaire. 1) Un carrefour pauvre mais disputé : espace vaste (1/5 territoire du Soudan), zone grise où prospèrent activités criminelles et terroristes menaçant les Etats environnants. 2) Une population hétérogène et marginalisée : mélange entre ethnies « noires » et « arabes », une population marginalisée (majorité Fours) avec situation d'explosion démographique. Guerre = revendicat° 3) Conflit aux enjeux multiples. Arabes souvent nomades contre « non arabes » sédentaires, instrumentalisation par Khadafi dès les 1970's (« unification arabe du Sahel »). Possibilité de contagion, zone à cheval entre Tchad, Soudan. Centrafrique devenu zone de transit entre Tchad et Soudan.

[Le conflit des Grands Lacs : comment un conflit local a embrasé toute une région.](#)

Région des Grands Lacs : Rwanda, Burundi, Tanzanie, Ouganda, RDC. Zone riche en minerais, ethnies... 1994 : génocide rwandais = épice de l'un embrasement, coup d'envoi (comme Sarajevo)

1996-1997 : 1ère guerre du Congo, au Kivu. Kivu = cocktail explosif : 4 affrontements simultanés. Armée Rwanda (dominante Tutsi) VS anciens génocidaires, forces armée Burundi VS hutus extrémistes, Ouganda VS groupes rebelles (dont LRA), organisations rebelles VS Zaïre. Alliance Rwanda, Ouganda et Burundi pour renverser Mobutu et contrôler l'est du Zaïre. Appellent Laurent-Désiré Kabila, opposant de longue date, qui devient chef des armées guerre éclair Mobutu s'exile et LDK président du Zaïre.

1998-2003 : régionalisation du conflit, « la 1ère GM africaine ». Kabila cherche à prendre ses distances avec ses anciens protecteurs (Rwanda et Ouganda), en les accusant de piller l'est du pays. Rwanda soutient une rébellion contre le Congo dans le Kivu, et avance que cette région lui appartient historiquement. Bordel sans nom, avec milices orchestrées par les gouvernements, armée Zaïre ... 3m de morts (comptant mort de faim), 2 m de déplacés.

Afrique et Moyen-Orient

Quelques conflits en Afrique

2003 - 2014: la RDC, entre paix et guerre. Pacification territoire, mais myriades de milices à l'est qui continuent de déstabiliser. Ex : la Milice M23 (soutenue par le Rwanda ?) capture Goma en 2013, puis chassée.

Le Karité équitable, espoir du Burkina Faso : Nouveau bâtiment de l'Union des productrices de Karité (Uproka) d'Ouagadougou : 400m² à l'entrée de la capitale du Burkina Faso. L'Occitane a financé pour 27 millions de francs CFA. Au BF : 80% Pop vit avec <2\$/j et l'E de vie est de 45ans. LA récolte des amandes de karité occupe 400k femmes dans la zone : production de 145k tonnes dont 45k pour l'exportation (3ème exportation après coton et bétail) # Le gvt a lancé « le "projet" national" karité » (gérer une ressource locale, s'appuyer sur les femmes, miser sur des échanges équitables) . La Queen Karité présidente de l'Uproka est la fille d'une première collectrice et c'est grâce à l'argent de sa mère qu'elle a pu aller à l'école et devenir une femme d'affaire. Au BF, l'Occitane achète 1.66\$ le Kilo contre 1.33 normalement

La culture de la rose au Kenya : En plein boom dans cette partie d'Afrique de l'Est, a de lourds impacts sur l'environnement. Le commerce de roses est ainsi la première source de devises du Kenya, il génère 80000 emplois directs et plus de 500000 emplois indirects. Mais on lui reproche de gaspiller l'eau, d'utiliser des pesticides, de sous-payer les salariés, et de les exposer à des produits chimiques dangereux. Point de fixation des associations de défense de l'environnement : la dégradation du lac Naivasha, à une centaine de kilomètres de Nairobi. 40% des producteurs de roses sont étrangers (diaspora indienne). Le téléphone en Afrique : le marché du portable y est le plus en expansion au monde, +65% par an en moyenne entre 1998 et 2003 contre 35% en Europe. Mais la couverture du réseau est encore faible et on est loin de la saturation avec 8 portables pour 100 habitants (75 en France). Il est devenu un élément essentiel du commerce car les paysans appellent leur amis sur les différents marchés pour savoir s'il la demande est forte ou si la concurrence est faible avant de faire les longs voyages.

CelTel : Exemple d'une success story africaine dans la téléphonie mobile : 15 pays, 27 millions de clients et a été rachetée en 2005 par Koweïti MTC pour 3,4MM \$. Fondée par Mo Ibrahim en 1998, ingénieur soudanais. Choix de la téléphonie et non de l'Internet car il pensait que les ordinateurs étaient trop chers pour Afrique. Mo Ibrahim veut « tout rendre à l'Afrique, à condition que cela serve le continent ».

Afrique et Moyen-Orient

Quelques conflits en Afrique

Le Monument de la Renaissance africaine est une imposante structure haute de 52 mètres en bronze et cuivre à Ouakam, une commune d'arrondissement de Dakar. 15 milliards de francs CFA. Il fait partie des grands projets du président Abdoulaye Wade qui le veut « dignité du continent ». Il s'agit de montrer au travers d'une famille dressée vers le ciel, l'homme portant son enfant sur son biceps et tenant sa femme par la taille, « une Afrique sortant des entrailles de la terre, quittant l'obscurantisme pour aller vers la lumière ».

Réduction des inégalités en Afrique pour limiter le risque de sous développement

La CEDEAO et l'Union Africaine ont demandé au Nigéria de mettre en place un programme de protection sociale (nommé SPIREWORK) pour les populations les plus pauvres : Agriculture, secteur informel. Ce programme a pour but d'encourager la création de structures de micro-assurances.

Le Qatar :

3 dates clefs :

1971 : indépendance

1989 : découverte plus grand gisement du monde

1995 : le cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani destitue son père un tournant politique et stratégique.

Une stratégie de puissance dans quatre directions : information, finance, sponsoring, pol étrangère

Dès 1996, lancement de la chaîne Al-Jazeera

2005 Qatar Investment Authority (QIA), 100 Mds \$ < AS 400 < 600 EAU, mais actif, recycler rente dans éco Europe. 10% groupe Lagardère, 6% d'EADS, PSG 100%

Doha devenue une place incontournable du marché de l'art, club foot Arsenal, soutien jeunes immigrés « diplomatie du tapis volant » (The Economist) : champion de l'intermédiation à Doha rencontre chefs talibans / gouvernement afghan, intermédiaires Paris / Tripoli pour l'affaires des infirmières bulgares. Rmq : le Qatar a envoyé ses avions Mirage combattre en Lybie.

Immense base militaire Al-Eideïd depuis 1991, abrite QG du CENTCOM (commandement armé USA au MENA)